

# PME & REGIONS

en direct

## Lille : Rem Koolhaas fera le tribunal

**HAUTS-DE-FRANCE** L'Agence publique pour l'immobilier de la justice vient de choisir l'agence OMA de Rem Koolhaas pour concevoir le nouveau palais de justice de Lille, un chantier estimé en 2016 à 100 millions d'euros. L'agence est bien connue dans la capitale nordiste : elle a dessiné l'emblématique quartier d'Euralille dans les années 1980.



## Des cours sur le Web pour les PME

**ÎLE-DE-FRANCE** La direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi travaille avec cinq organismes paritaires agréés (Opca) à une série de cours en ligne pour aider les dirigeants de TPE-PME à préparer leur transformation numérique. Outre une formation générale, des modules métier

sont prévus avec un objectif de former 300 managers franciliens les plus éloignés du sujet, notamment dans la restauration et le médico-social. Les cours est accessible gratuitement aux entreprises adhérentes des Opca : Fafih (hôtellerie), Opca-baia (banques et assurances), Opcalim (industrie alimentaire), Unifaf (sanitaire et médico-social), Uniformation (économie sociale et habitat social). Premières sessions en mai et juin.

# L'Île-de-France met le cap sur le numérique

- La région veut faire du numérique un moyen d'améliorer la qualité de vie et non une contrainte.
- Elle vient d'installer son conseil du numérique réunissant une trentaine d'experts.

## TERRITOIRE

**Dominique Malécot**  
@DMalecot

Expérimentations. De la commande des feux rouges à l'information des lycées, de la domotique au maintien des personnes âgées ou malades à leur domicile en passant par le paiement du ticket de métro ou la gestion de l'énergie, les expériences se multiplient depuis une trentaine d'années en région parisienne sans avoir réellement amélioré la qualité de vie des habitants. Un vide que tentent d'occuper, là comme ailleurs dans le monde, les Google, Uber, Microsoft ou Amazon avec des offres financées par une valorisation boursière fondée davantage sur des prévisions de parts de marché à prendre que sur le choix des élus.

C'est tout l'enjeu du programme Smart Region Initiative lancé par la région Île-de-France sur la période 2018-2021. Réunissant 30 spécialistes du numérique, chercheurs, entrepreneurs ou responsables techniques, le Conseil du numérique d'Île-de-France a été installé officiellement la semaine dernière par la présidente de la région, Valérie Pécresse. Présidé par Pierre Dubuc, fondateur d'OpenClassrooms, le site Internet qui permet de se former aux métiers émergents.

### Transitions majeures

Il doit se réunir quatre fois par an pour aider la région à mettre en œuvre son programme Smart Region et notamment « travailler sur les mardis de la Smart Region, qui visent à une meilleure collabora-

tion entre les start-up, les acteurs associatifs, les collectivités et les services de la région », explique-t-on à la région Île-de-France, qui compte investir 57 millions d'euros pour le déploiement de la fibre optique entre 2018 et 2021. Sans infrastructure, pas de données...

« Nous vivons deux transitions majeures, énergétique et numérique, dont l'impact va être considérable et marquer la transformation des territoires », expliquait, en novembre dernier, Fouad Awada, urbaniste et directeur de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAU) en présentant le programme. Selon les études de son organisme, 513.000 emplois, 10 % du total dans la région, sont « sensibles au numérique ». Cela touche bien entendu l'économie collaborative, l'usine du futur, le nomadisme au travail mais aussi la formation, dont les lycées, le commerce et donc la logistique, le transport ou plus largement la mobilité. Et, dans tous ces domaines, « le citoyen a droit à une offre de services multiple au lieu d'un opérateur unique », résume Fouad Awada.

### Intégrateur d'initiatives

Concrètement, ces travaux vont porter essentiellement sur la gestion de l'énergie et les smart grids, la mobilité et le partage des moyens de transport, la santé, le sport, notamment dans l'optique des JO de 2024, la sécurité, l'habitat, le bâtiment... Cela en respectant trois contraintes. La première est de savoir concilier fiabilité et usage simple du numérique afin qu'il ne génère pas de stress. Il en va de « la qualité de la vie », juge le patron de l'IAU. Deuxième contrainte, que cela ne se fasse pas au



La région, en proposant de nouveaux services améliorant la qualité de vie des habitants, espère regagner un peu de l'attractivité perdue par rapport à d'autres grandes métropoles mondiales. Photo DR

détriment de l'environnement car les data centers sont énergivores. Enfin, il faut que tous les territoires, urbains comme ruraux, soient interconnectables.

Dans ces conditions, la région veut se poser en « puissant intégrateur d'initiatives » débouchant sur de nouveaux services améliorant la qualité de vie des habitants, un enjeu d'attractivité d'autant plus important que l'Île-de-France commence à perdre du terrain dans ce domaine par rapport à d'autres grandes métropoles mondiales. Ses propres services en seront les premiers bénéficiaires avec des données mises en commun pour simplifier et accélérer leur fonctionnement. ■

### Elle a dit



« La révolution numérique peut combiner qualité de vie et cohésion sociale. »

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**  
présidente de la région

Photo Eric Piermont/AFP

## Tech Care Paris aide les jeunes pousses à concrétiser leurs projets dans le-santé

En trois ans, cet incubateur de la Ville de Paris a accompagné 54 start-up qui ont créé des centaines d'emplois et levé plus de 50 millions d'euros.

Douzième plate-forme de Paris & Co, l'agence de développement économique de la Ville de Paris, Tech Care Paris est dédié à la santé et au bien-être. Il a lancé le mois dernier son troisième appel à candidatures auprès de créateurs d'entreprise qui pourraient être tentés de rejoindre la structure pour se développer. « Paris & Co rassemble des outils pour faire grandir les entreprises, créer des écosystèmes autour d'un lieu », résume Sophie Sirven, responsable de Tech Care Paris. A chaque fois, nous allons chercher de grandes entreprises qui peuvent coopérer avec nos jeunes pousses. Elles y trouvent leur compte puisque, outre l'agence régionale de santé, Tech Care Paris a pour partenaires Carrefour, Covéa (MAAF, MMA et GMF), Elior, Humanis, Decapost, Philips et Sanofi, et aucun ne s'est désisté depuis l'origine de la structure il y a trois ans.

### Phase industrielle

Après avoir commencé par sensibiliser le secteur en 2014, Tech Care Paris est sérieusement entré dans le « dur ». La plate-forme a accompagné 54 start-up, dont 33 en 2017, cumulant 350 emplois équivalents temps plein et 9,3 millions d'euros de chiffre d'affaires. Elles ont levé 41 millions d'euros de fonds privés et 9,2 millions d'euros de fonds publics. Enfin, 40 % d'entre elles sont présentes à l'international et leur taux de pérennité à trois ans atteint 97 %. En fait, les entrepreneurs qui « entrent » sur la plate-forme ont

déjà validé leur concept et abordent la phase d'industrialisation ou de commercialisation, d'où l'intérêt, à ce stade, de côtoyer de grands groupes.

« Nous étions sept quand nous sommes arrivés », témoigne Jeremy Jawish, président de Shift Technology, créé en mars 2013. Cette entreprise est spécialiste de la détection de la fraude à l'assurance grâce à un algorithme et de l'intelligence artificielle qui mettent en évidence toute invraisemblance dans une déclaration. La santé représente 30 % de son activité et elle emploie aujourd'hui 100 personnes. Elle a levé 40 millions de dollars en trois fois, dont 28 millions de dollars dernièrement. Pour elle, la possibilité de trouver des bureaux à Tech Care Paris au rythme de sa croissance a été important mais elle va devoir partir. « Nous serons 200 à la fin de l'année », explique le dirigeant.

Pour sa part, Arnaud Rosier, cardiologue, a cofondé Implicity après avoir constaté qu'un patient victime d'un AVC allait rester hémiplégique alors que son pacemaker contenait toutes les données pour prévoir cet accident à temps. L'entreprise, qui emploie 12 salariés, a donc mis au point un système de collecte des données des pacemakers et des défibrillateurs implantés, de toutes marques, pour améliorer le suivi des patients. L'intelligence artificielle contenue dans le logiciel permet de filtrer les données et dealerter le médecin quand cas de nécessité. Cela permet d'économiser 500 euros par patient et jusqu'à 8.000 dollars aux États-Unis, où Implicity compte maintenant lancer son service, comme en Allemagne et au Royaume-Uni. Tech Care Paris en arbrite une petite quinzaine comme cela. — D. Ma.

## L'informatique nomade dope le co-working

Le salarié qui se déplace avec son ordinateur dans un espace de travail partagé cumule les avantages d'un travail en groupe élargi sans grever les frais de structure.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. A Paris, on trouve facilement un poste de travail équipé en wi-fi à 400 ou 500 euros par mois dans un espace de co-working quand la même installation revient à 700 ou 800 euros dans le cadre d'une location traditionnelle. « Le co-working est en train, lentement mais sûrement, de cannibaliser le bureau classique. Il n'y a plus aucun intérêt, pour une entreprise de 30 personnes, à s'installer dans des locaux conventionnels », affirme Clément Alterseco, président du groupe parisien BAP.

### Espaces éphémères

Pour cet expert, ce mouvement est né avec le développement des ordinateurs portables il y a une vingtaine d'années aux États-Unis. « Ils ont permis de travailler à peu près n'importe où et donc là où on est le plus efficace, par exemple en collaborant avec un collègue de bureau ou un voisin », poursuit le dirigeant.



Le groupe BAP exploite déjà 15 plates-formes Morning Coworking à Paris et en proche banlieue. Photo DR

Lui-même n'a pas hésité. Ses 70 salariés travaillent en co-working dans un espace réservé sur la plate-forme Morning qu'il gère à Paris, près de la place Pigalle. Né il y a dix ans, le groupe BAP en exploite 15 à Paris et en proche banlieue, et se prépare à en ouvrir trois supplémentaires.

Les deux tiers sont des espaces éphémères ouverts pour un à trois ans, par exemple dans une ancienne école que son propriétaire est heureux de louer en attendant d'avoir purgé un permis de

mais aide à en imaginer de nouveaux, à trouver de nouvelles méthodes de travail ou de nouveaux outils. « Il y a 500.000 mètres carrés d'espaces partagés en Île-de-France sur 50 millions de mètres carrés de bureaux et, dans dix ans, il y aura de 3 à 5 millions de mètres carrés d'espaces de co-working », estime Clément Alterseco.

### Levée de fonds

Le groupe, qui a accueilli la Caisse des Dépôts à son capital, s'est structuré pour cela et ne se résume plus au site Internet bureauxpartager, d'où il tire son nom, permettant de trouver un bureau ou une salle de réunion partout en France. Rentable, en forte croissance, il millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017 contre 5 millions en 2016, il gère et aménage les 46.000 mètres carrés qu'accueillent ses 15 plates-formes Morning Coworking et quelque 400 entreprises cumulant 4.000 salariés. Il édite aussi son logiciel Link pour le gérer et faire vivre les communautés (trombinoscopes, etc.), fabrique son mobilier... La prochaine étape consistera à ouvrir des Morning dans d'autres villes. Cela passera sans doute par une levée de fonds. — D. Ma.